



**Marché classifié SECRET  
SANS détention d'ISC**

**Affaire suivie par :** Raphaëlle BRUAND - Tél. : 05.57.04.64.36

**N/réf. :** CEA/CESTA/DAO/SG/BACO DO299/2025

**Projet de Marché**

**Missions d'accompagnement, de sécurité  
et de gardiennage pour l'exécution de  
travaux préparatoires à la construction  
d'un bâtiment au CEA/CESTA**

**ENTRE :**

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**,  
établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le  
siège social est situé au bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup>, immatriculé au  
Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS  
B 775 685 019, représenté par **XXXXX**,

**Ci-après dénommé « CEA »  
d'une part,**

**ET :**

La **société XXXXXXXX**, au capital de XXXX euros, immatriculée au Registre du Commerce et  
des Sociétés de XXXXX sous le numéro XXXXXXXX, ayant son siège social au  
XXXXXXXXXXXX, représentée par XXXXX, agissant en qualité de XXXXX,

**Ci-après dénommée « Titulaire »  
d'autre part.**

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

**Domiciliation :**

Toute notification requise au titre de l'exécution du présent marché sera transmise par écrit à  
l'adresse des Parties telle que visée ci-dessous.

Le CEA fait éléction de domicile au lieu de l'établissement dont relève le présent marché, soit :  
15, avenue des Sablières – CS 60001 – 33 116 Le Barp Cedex.

La société XXXX fait éléction de domicile au XXXXXXXX

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

Nombre total de pages : 12

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET .....	3
ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES .....	3
ARTICLE 3 : DETAIL DES PRESTATIONS .....	3
ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	4
ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX .....	4
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE .....	4
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION.....	4
ARTICLE 8 : MODES OPERATOIRES APPLICABLES AUX PRESTATIONS REMUNERES SUR BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES : .....	5
ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RECEPTION .....	5
ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE .....	6
ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIERES .....	6
ARTICLE 12 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION .....	6
ARTICLE 13 : PENALITES .....	7
ARTICLE 14 : PROTECTION DU SECRET .....	7
ARTICLE 15 : PERSONNEL DU TITULAIRE .....	10
 ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL .....	11
ANNEXE 2 : CORRESPONDANCES SAP .....	12
ANNEXE 3 : BORDERAU DE PRIX UNITAIRES .....	12



## **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent marché, a pour objet la réalisation de missions d'accompagnement, de sécurité et de gardiennage pour l'exécution des travaux préparatoires à la réalisation du bâtiment BSHE sur le site du CEA/CESTA.

## **ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le plan contractuel de sécurité réf. GRD BSHE- ZUU PCS 25000128 A signé par les Parties dans sa version applicable,
- Le Cahier des Charges (CDC) réf GRD BSHE- ZUU CDC 25000127 A et ses annexes ;
- Le Règlement intérieur du CEA/CESTA dans sa version applicable,
- le « Protocole du collège pour l'hygiène et la sécurité des entreprises extérieures intervenantes sur le CESTA et le TEE », réf. SYM SA00Z ZAN PRO 16000152 A,
- les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte – Déclinaison en règles de sécurité informatique réf. SYM S02XX SJD DIR 23000188 B,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA et leurs annexes dans leur édition de janvier 2022,
- le Cahier des clauses sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP) dans sa version applicable,
- et à titre supplétif, pour autant que ses dispositions ne soient pas contraires à celles citées précédemment, l'offre du Titulaire réf. **XXXXXX en date du XX/XX/2025.**

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de chacun des documents énumérés ci-dessus et les accepter. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues des dispositions légales impératives, sont inopposables, quelle qu'en soit la forme. Les réserves émises ou modifications effectuées par le Titulaire sur le marché signé par le CEA sont réputées non écrites.

## **ARTICLE 3 : DETAIL DES PRESTATIONS**

Les prestations objet du présent marché sont détaillées dans le CDC référencés ci-avant à l'article 2. Elles se décomposent comme suit :

1. Une part ferme et forfaitaire comprenant les missions suivantes :
  - Mission M0 : pilotage et gestion du contrat,
  - Mission M1 : accompagnement sur site de personnes non habilitées,
  - Mission M2 : gardiennage de chantier.
2. Une part estimative composée d'éventuelles prestations supplémentaires pour les missions M0, M1 ou M2 en heures ouvrés et non ouvrées rémunéré sur la base du bordereau de prix présenté en annexe 3.

#### **ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION**

Le présent marché est notifié au Titulaire par envoi postal avec accusé de réception ou par voie dématérialisée avec accusé de lecture. Le Titulaire renvoie le marché contresigné dans un délai de 10 jours calendaires suivant la réception de la notification.

En tout état de cause, le marché prend effet à la date de la réunion de lancement, prévu dans un délai de 5 jours après la signature du marché par les deux Parties.

La durée totale du marché est fixée à 22 mois, dont 17 mois d'exécution sur la base de la durée estimative des travaux préparatoires, dont le début prévisionnel est fixé au 1<sup>er</sup> février 2026.

La date de début du chantier des travaux préparatoires (soit le début d'exécution des missions M1 et M2) sera confirmée par le CEA par ordre de service transmis au Titulaire par courriel.

Le CEA se réserve la possibilité de prolonger les délais d'exécution du marché selon les prix unitaires définis au BPU et présentés en annexe 3 du marché, jusqu'à complète exécution des prestations (correspondant à la date de fin des travaux préparatoires au chantier de construction).

Le marché prend fin à l'extinction de toutes les obligations qui ont pu naître durant son exécution.

#### **ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent :

– comme interlocuteurs techniques :

- |                       |               |                      |
|-----------------------|---------------|----------------------|
| • Pour le CEA :       | Arnaud PERRIN | Tél : 05.57.04.68.12 |
| • Pour le Titulaire : | XXXXXX        | Tél : XXXX           |

– comme interlocuteurs commerciaux :

- |                       |                  |                      |
|-----------------------|------------------|----------------------|
| • pour le CEA :       | Raphaëlle BRUAND | Tél : 05.57.04.64.36 |
| • Pour le Titulaire : | XXXXX            | Tél : XXXXX          |

#### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE**

Les prestations objet du présent marché, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire. Il a la charge d'assurer, dans les délais fixés, toutes les opérations concourant à la bonne exécution des prestations. Les prestations sont exécutées sous l'autorité du personnel d'encadrement du Titulaire. Le Titulaire doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'a droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et s'engage à réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

#### **ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION**

##### **7.1 - CONDITIONS D'INTERVENTION**

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA ; le Titulaire n'intervenant qu'en tant qu'opérateur économique au sein des locaux et / ou des installations auxquels sont rattachées les prestations.



Les missions M1 et M2 sont réalisées sur le centre du CEA/CESTA (Le Barp, 33) du lundi au vendredi entre 6h30 et 19h15 en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture du centre (soit chaque année une douzaine de jours ouvrés)

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors de la plage horaire définie ci-dessus, le Titulaire doit obtenir l'accord préalable écrit du CEA.

## **7.2 - REUNIONS DE SUIVI**

L'ensemble des réunions prévues dans le cadre du marché sont détaillées dans le Cahier des Charges. Il s'agit notamment de : réunion de sécurité, réunion de lancement, et réunions de suivi mensuelles.

La présence d'une personne de l'entreprise Titulaire du marché ayant le pouvoir de décision est obligatoire à chaque réunion.

Les comptes rendus sont rédigés par le Titulaire. Les comptes rendus non contestés dans un délai de huit (8) jours ouvrés à compter de leur remise en main propre ou de leur transmission deviennent définitifs.

## **ARTICLE 8 : MODES OPERATOIRES APPLICABLES AUX PRESTATIONS REMUNEREES SUR BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES :**

Les prestations rémunérées sur BPU sont prévues dans deux cas :

- Prolongement de la durée prévisionnelle forfaitaire et ferme de 17 mois du chantier faisant l'objet des missions du présent marché jusqu'à complète exécution des prestations (correspondant à la date de fin des travaux préparatoires au chantier de construction) ;
- Réalisation des prestations objets du présent marché en dehors des heures ouvrées définies par le Cahier des Charges (soit en dehors du lundi au vendredi, de 6h30 à 19h15 et les samedis.

A la survenance d'un besoin relevant des prestations rémunérées sur la base du bordereau de prix unitaires prévus en annexe 3 du présent marché, le CEA émet un ordre de service (OS) et l'adresse au Titulaire par mail. Chaque OS comprend :

- la désignation des unités d'œuvres et leur volumétrie,
- les délais associés,
- le(s) montant(s) unitaire(s) et le montant total,
- la référence du présent marché,
- le numéro de l'OS spécifique et la date d'émission.

Il respecte impérativement les dispositions du présent marché et vaut comme « bon pour exécution ».

A réception de chaque OS, le Titulaire doit renvoyer l'accusé de réception au plus tard 2 jours ouvrés après sa réception, par courriel. Le Titulaire ne peut engager aucun travail sans un OS préalablement et expressément accepté par le CEA.

## **ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RECEPTION**

L'opération de réception a lieu suivant les critères techniques définis dans les documents applicables visés à l'article 2 du présent marché. Elle intervient à l'issue de la réalisation complète des prestations, dans les conditions fixées au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achats du CEA. Elle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception (cf. modèle en annexe 1).

---

## **ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE**

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA. Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire DC4 à fournir).

## **ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIERES**

### **11.1 - MONTANT DU MARCHE**

Le montant total du présent marché s'élève à la somme plafond de **XXXXXXXXX euros HT (EN LETTRES HORS TAXES)**, dont :

- **XXXXXXXX euros HT** au titre des prestations forfaitaires et fermes (missions M0, M1 et M2 sur 17 mois) ;
- **XXXXXXXX euros HT** au titre de la part estimative plafond sur BPU.

Le montant indiqué au titre de la part estimative plafond pour les prestations non forfaitaires, n'engage pas le CEA quant au volume ou à la répartition des prestations à exécuter et le Titulaire ne pourrait s'en prévaloir dans le cas où les travaux effectivement demandés représenteraient un montant inférieur. En tout état de cause, le Titulaire ne peut engager de dépenses au-delà de cette somme, et ce, sous peine de non règlement des dépenses excédentaires.

### **11.2 - REGIME FISCAL**

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

## **ARTICLE 12 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION**

Le CEA procède mensuellement au paiement des prestations forfaitaires ou commandées au bordereau de prix selon l'échéancier suivant :

- 100 % du montant mensuel hors taxes des prestations réalisées, à terme échu, à la signature sans réserves par le CEA du procès-verbal mensuel d'avancement des prestations.

### **12.1 - CONDITIONS DE FACTURATION**

Les factures doivent impérativement être dématérialisées et sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
  - le code service : BOR-D,
  - la référence complète du marché (numéro d'engagement), à savoir : **XXXXX**
  - l'intitulé du marché,
  - la date d'émission de la facture,
-

- le libellé exact de l'échéance facturée
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. annexe 2 du présent marché).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de règlement des factures est de 30 jours à compter de la date de réception par le CEA de la facture, sous réserve que l'exécution soit déclarée conforme par le CEA dans les conditions du marché et du chapitre 11 des CGA. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures (par exemple, le procès-verbal de réception).

*NB : Le CEA/CESTA vous recommande de bien vouloir consulter l'état de vos factures dans le portail CHORUS tous les 7 jours afin de connaître le statut de la facturation.*

### **ARTICLE 13 : PENALITES**

Les pénalités applicables au marché sont définies dans les CGA du CEA. Le CEA notifie au Titulaire l'application de la présente clause par courrier simple, étant précisé que le montant de la pénalité sera facturé par le CEA au Titulaire.

En complément des dispositions des CGA, le CEA pourra appliquer les pénalités suivantes en cas de défaillance du Titulaire dans l'exécution du marché :

Défaillance	Montant forfaitaire de la pénalité	Fréquence
Non-remplacement d'un salarié absent (Missions M1 et M2)	400 €	Par journée de non-remplacement
Retard dans l'accompagnement (Mission M1)	200 €	Par retard supérieur à 20 minutes
Coupure dans le gardiennage du chantier (Mission M2)	200 €	Par interruption de service supérieure à 1 heure

Le montant total des pénalités applicables au marché sont plafonnées à 20 % (VINGT POUR CENT) du montant total du marché (montant forfaitaire et montant plafond).

En aucun cas, l'absence d'application des pénalités dans le cours de l'exécution du présent marché ne constitue une renonciation du CEA à leur application.

### **ARTICLE 14 : PROTECTION DU SECRET**

Le Marché est un marché classifié de niveau **Secret (S)** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la **défense nationale**. Il **n'implique pas la détention d'Informations ou Supports Classifiés par le Titulaire**.

14.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des Informations et/ou



Supports Classifiés (ISC) auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du Marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de l'accès et/ou de la détention d'Informations et/ou supports classifiés couverts par le secret de la défense nationale, et plus particulièrement :

- des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- du code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
- de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

14.2 Pour exécuter le Marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du Marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

14.3 Les personnels participant à la réalisation du Marché et ayant à connaître des Informations ou Supports Classifiés (ISC) doivent préalablement être habilités par l'autorité d'habilitation au niveau requis par le Plan contractuel de sécurité. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement des habilitations de ses personnels.

Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité d'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du Marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes de congés, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du Marché. Il la communique à première demande du CEA et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le Marché.

14.4 Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des Informations ou Supports Classifiés auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

14.5 L'exécution du Marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion



restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du Plan contractuel de sécurité.

14.6 Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du Marché, sauf autorisation préalable exceptionnelle du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le Plan contractuel de sécurité du Marché.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un Plan contractuel de sécurité « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

14.7 Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du Marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FICPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité.

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des Informations ou Supports Classifiés convenues avec le CEA et précisées par la FICPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500 € HT/jour de retard.

14.8 Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire sans préjudice des peines prévues par le code pénal.

14.9 Dans la mesure où le Marché porte la mention complémentaire « Spécial France » au sens de de l'IGI 1300, le Titulaire s'engage à s'y conformer et ce pour toute la durée du Marché et en particulier à n'affecter aux prestations concernées, objets du présent marché, que du personnel de nationalité française, dans les conditions définies par le Plan contractuel de sécurité. Par ailleurs, aucune société de droit étranger ne pourra être retenue dans le cadre d'une sous-traitance.



## **ARTICLE 15 : PERSONNEL DU TITULAIRE**

### **15.1 - DISPOSITIONS GENERALES**

Aucun personnel âgé de moins de 18 (DIX-HUIT) ans ne peut avoir accès au centre.

Le CEA peut interdire à tout moment l'entrée du centre à tout membre du personnel du Titulaire ou sous-traitant qui contreviendrait aux règlements relatifs à la sécurité et à la discipline, sans que la responsabilité du CEA puisse être engagée de ce fait.

### **15.2 - ACCOMPAGNEMENT DE PERSONNES PHYSIQUES NON HABILITEES**

L'établissement CEA/CESTA est une zone protégée au sens de l'article 413-7 du Code pénal. Pour y accéder, toute personne doit avoir fait l'objet d'une décision d'habilitation de défense nationale. L'accès du personnel du Titulaire non habilité n'est autorisé que sur dérogation accordée par le CEA sous réserve d'un encadrement par une personne habilitée et autorisée.

La prise en charge doit être permanente de l'entrée à la sortie de l'établissement, pendant les heures d'ouverture du centre. Elle peut concerner plusieurs personnes dans la mesure où elles travaillent dans une même unité de lieu et où le responsable de la prise en charge peut exercer une surveillance visuelle permanente, et vérifier, à tout moment que la personne non habilitée ne peut avoir accès à des informations classifiées de défense nationale.

Le Titulaire doit donner au CEA les informations nécessaires à l'accomplissement de cet accompagnement, à savoir l'identité de la (ou les) personne(s) à prendre en charge, la nature de la prestation et le lieu d'exécution. Les directives ainsi données devront être suivies strictement. La (ou les) personne(s) non habilitée(s) doit(vent) se présenter à l'accueil du CEA/CESTA, aux heures d'ouverture du centre, pour être prises en charge. A l'issue de la période d'accompagnement, la (ou les) personne(s) non habilitée(s), doit(vent) être raccompagnée(s) au poste d'accueil.

Le non-respect de ces règles entraîne l'éviction de la personne et la suppression de l'autorisation de prise en charge.

Fait à Le Barp, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Titulaire

Pour le CEA

## ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL

À compléter, dater, signer par le Titulaire et joindre au bon de livraison ou remettre en main propre lors de la réception ; une copie signée des deux parties devra accompagner la facture.

REFERENCE COMMANDE	4	6	0	0							
OBJET DES PRESTATIONS (Préciser le n° de poste si besoin)											
PROCES-VERBAL DE :		Réception									
		Constat d'approvisionnement									
		Contrôle sur lieu de fabrication									
		Montage sur site									
		Mise en service industriel									
		Essais									
		Réception provisoire (produits informatiques uniquement)									
		Réception définitive (produits informatiques uniquement)									
		Avancement									

Prononcé(e) sans réserves <sup>1</sup>											
Prononcé(e) avec réserves <sup>1</sup>		Motifs et énoncé des réserves :									
		Les réserves devront être levées avant le :									
Acceptation en dérogation				/			/	2	0		
Refusé <sup>1</sup>		Date demande de dérogation :									
				/			/	2	0		
		Motifs du refus									

Observations :											
----------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Montant à facturer en € HT								,			€
----------------------------	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	---

POUR LE CEA											
Nom et prénom du prescripteur / Unité	Date			/			/	2	0		
	Signature :										
POUR LE TITULAIRE											
Nom et prénom et qualité	Date			/			/	2	0		
	Signature :										

Modèle SYM AZACH ZAV PVR 14000146 E

<sup>1</sup> Articles 30 à 35 des CGA (Conditions Générales d'Achat)

## **ANNEXE 2 : CORRESPONDANCES SAP**

## **ANNEXE 3 : BORDERAU DE PRIX UNITAIRES**

*Les taux horaires s'entendent tous frais inclus et comprennent les salaires, les coûts de management, les charges sociales, les frais généraux, les diverses primes que le Titulaire verse à son personnel (prime de panier, prime d'ancienneté, ...), la marge bénéficiaire et les frais de déplacement.*

